



Emmanuel Macron en Mayenne

Communiqué de presse

Le Président de la République a choisi le département rural de la Mayenne pour annoncer « le retour des services publics »

Depuis des années, notre département, comme tant d'autres, subit les politiques néo libérales conduites par les gouvernements successifs, qui n'ont eu de cesse de cibler les Services Publics comme des variables d'ajustement aux injonctions budgétaires de l'Union Européenne. C'est ainsi que tous les Services Publics ont été et continuent, avec le gouvernement Macron, d'être considérés comme des coûts à réduire et non comme des outils au service des besoins de la population. C'est ainsi que les choix politiques de dégradation des services publics obéissent à une logique rampante de privatisation qui tourne le dos à l'intérêt général et à l'égalité de traitement des citoyen-nes

Avec la dégradation des Services Publics, ce sont les droits fondamentaux de la population, notamment ses composantes les plus fragiles, qui sont gravement remis en cause. Droit à la santé, avec un système de santé et un hôpital public à l'agonie. Comment accepter les menaces pesant sur l'existence de l'Hôpital de Mayenne ou encore les fermetures des urgences à l'Hôpital de Laval érigées en mode de gestion dégradée !! ; Droit à l'éducation et la formation, avec une école publique en panne de démocratisation et, en Mayenne, un développement scandaleux de l'enseignement supérieur privé aux tarifs inaccessibles pour les plus modestes; Droit au logement avec un « marché » de l'immobilier hors sol qui plombe les budgets du plus grand nombre; Droit au transport, avec un « tout TGV » qui empêche le financement d'un réseau ferroviaire au plus près des besoins des usagers; Droit encore à une justice rendue dans des délais acceptables

Parce qu'ils constituent une forme essentielle de redistribution de la richesse nationale, il y a urgence, pour le Collectif de Défense et de Développement des Services Publics, à reconstruire des Services Publics au service des besoins de la population, en phase avec les enjeux sociaux et climatiques du 21^e siècle. Pour y parvenir, une véritable rupture est nécessaire avec la politique du gouvernement d'E Macron. Ni la réouverture, pour autant positive, de la sous préfecture de Château Gontier, ni la confiscation éhontée du sigle CNR ne constituent des signes probants de cette rupture. Encore moins le projet de budget 2023, comme celui de la Sécurité sociale, qui continuent de s'attaquer aux moyens humains et financiers de l'ensemble des Services Publics.

Au delà des effets d'annonce du Président, le Collectif de défense et de Développement des Services Publics de la Mayenne s'engage d'ores et déjà dans la préparation des journées nationales de défenses des Services Publics qui se tiendront à Lure les 14 et 15 Mai 2023.

Collectif de défense et développement des Services Publics 53

Laval, le 09 octobre 2022